



ÉDITORIAL PAR PATRICK LAMM

L'Europe face au capitalisme d'Etat russe

A l'heure où une banque russe contrôlée par le Kremlin s'invite au capital d'EADS et où Moscou menace de retirer à Total sa licence pour développer un champ pétrolier au nord de la Russie, les questions économiques tiendront une place majeure lors du sommet qui réunira ce week-end à Compiègne Jacques Chirac, Angela Merkel et Vladimir Poutine.

La Russie ambitionne de jouer un rôle important dans l'économie mondiale, et en particulier sur la scène européenne, au moment où la conjoncture lui est très favorable avec la flambée du pétrole. Elle s'en donne les moyens. D'abord en constituant des mastodontes industriels, de l'énergie à l'aéronautique en passant par la sidérurgie, l'aluminium et l'automobile. Ensuite en lançant à l'assaut des entreprises européennes, l'initiative la plus spectaculaire étant à cet égard la prise de participation de 5 % dans EADS, accompagnée de la revendication d'obtenir un siège au conseil d'administration du constructeur aéronautique européen.

L'offensive de ce capitalisme d'Etat, orchestrée par le Kremlin, s'appuie sur des atouts non négligeables. D'abord, les richesses énergétiques de cet immense pays : Gazprom détient 17 % des réserves mondiales de gaz et couvre le tiers des besoins de l'Europe occidentale. En deuxième lieu, la Russie dispose d'abondants capitaux, qui sont très convoités. On se souvient qu'Arcelor avait contacté l'oligarque Alexei

Mordachov pour tenter d'échapper à l'indien Mittal Steel. Enfin, le marché russe est très prometteur dans de nombreux domaines.

L'aéronautique, bien sûr, mais aussi la pharmacie, qui est en passe de devenir un véritable eldorado. Ainsi Vladimir Poutine a des arguments pour convaincre les Occidentaux de lui ouvrir grand les portes. On peut s'attendre en tout cas à ce que la Russie continue de demander une entrée au capital des entreprises stratégiques des pays industrialisés. Reste que, dans le même temps, elle montre sa détermination à évincer les investisseurs étrangers de secteurs importants de son économie. Hier, Shell sur Sakhaline 2 ; demain, peut-être Total sur le champ pétrolier de Khariaga.

Dès lors, peut-on avoir confiance en Poutine ? Car ce sont bien des relations économiques parfaitement asymétriques qu'il tente d'instaurer avec les Européens, profitant de leurs divisions et de leur fragilité, comme on peut le voir sur le dossier EADS. Voilà qui devrait inciter les nations du Vieux Continent à resserrer les rangs et à présenter un front uni en mettant, par exemple, sous le boisseau le « patriotisme économique » à l'échelle nationale pour privilégier, au contraire, la constitution de véritables « champions européens ». Ce serait sans doute la meilleure façon de pousser Vladimir Poutine à se rallier à une politique fondée sur un donnant-donnant équilibré.

Lire nos informations page 6.